



RÊVEUR RÉALISTE RÉFORMISTE RADICAL

FRANÇOIS HOLLANDE

MICHEL ROCARD

Préface d'Alain Bergounioux

**RÊVEUR RÉALISTE
RÉFORMISTE RADICAL**

FRANÇOIS HOLLANDE

MICHEL ROCARD

Préface d'Alain Bergounioux

RÉFORMISME RADICAL

Alain Bergounioux

Celles et ceux qui ont assisté à la remise de la Grand-Croix de la Légion d'honneur à Michel Rocard par le président de la République n'ont pu qu'être frappés par l'intensité du moment. Il est, certes, toujours émouvant d'entendre revivre une soixantaine d'années faites d'engagements, de réflexions, d'actions, qui ont suscité une adhésion dans plusieurs générations. Mais François Hollande, comme Michel Rocard, se sont attachés surtout à mettre en évidence ce qu'ont été et ce que sont les fondements d'une action qui a marqué la gauche et le pays. La confrontation des deux discours, malgré des intentions et des styles différents, montre un accord sur un constat. François Hollande l'a formulé pour Michel Rocard – qui ne pouvait pas le dire lui-même, même si toute son intervention le manifeste. « Si je pouvais résumer, concluait le président, vous êtes un rêveur réaliste, un réformiste radical ».

« Un rêveur réaliste » ou un « réformiste radical » correspondent bien à la personnalité de Michel Rocard, pour celles et ceux qui le connaissent, et au sens d'une pensée et d'une action qui ne se laissent pas caractériser simplement. Selon les contextes et les responsabilités exercées, les accents peuvent ne pas être les mêmes, le « réalisme » l'emportant sur le « rêveur » ou l'inverse. Évidemment, le temps, avec les souvenirs qu'il sélectionne, avec les nostalgies qu'il suscite, prête une unité à ce qui, selon les enjeux et les moments, est aussi diversité et porte son lot de contradictions. La recherche des invariants est un exercice qui prête nécessairement à interrogations et à controverses. Il en va ainsi pour le « rocardisme », comme le « gaullisme » et le « mendésisme », qui ont connu des expressions différentes au fil des

générations, parfois sous la plume et dans la parole mêmes de leurs figures tutélaires... Qui plus est, le « rocardisme » ne peut pas se comprendre isolément. Il n'est pas un aérolithe tombé sur la gauche française ! Il s'inscrit, en effet, dans une mouvance plus large, caractérisé souvent comme la « deuxième gauche », selon le titre d'un ouvrage du début des années 1980¹, qui englobe l'histoire d'une grande part du syndicalisme d'origine chrétienne, dans la CFTC puis dans la CFDT, et celle de courants socialistes qui trouvent leurs origines dans la SFIO et les mouvements de la « petite gauche » des années 1950, où se sont affirmées et croisées, à côté de Michel Rocard, des personnalités très fortes – Pierre Mendès France, revendiqué longtemps comme un porte-parole de cette mouvance, même si sa culture politique était différente dans ses origines, Edmond Maire évidemment, secrétaire général de la CFDT, Jacques Delors à l'influence longtemps plus discrète, mais réelle, à la jonction du syndicalisme et de la politique.

Le privilège de Michel Rocard, cependant, a été de donner une priorité, clairement, et dès le départ, à l'action politique dans une « deuxième gauche », qui a été autant un mouvement social que politique. Il a voulu porter une rénovation politique, née dans une conjoncture particulière – celle de la guerre d'Algérie, pour l'essentiel –, qui a affronté, ensuite, les temps de l'opposition, avec ses multiples débats, et, finalement, le temps du pouvoir, avec ses épreuves. La grande opinion a tendance à ne retenir surtout que l'opposition entre François Mitterrand et Michel Rocard, qui a marqué l'histoire de la gauche dans les années 1970 et 1980. Cela est évidemment important, mais cela ne résume pas tout. Il y a en effet un « avant » ce face-à-face, sans lequel il est difficile de comprendre des fondements d'une pensée et d'une action politiques, et il y a un « après » qui permet de mesurer sa postérité.

L'avant nous ramène à la fin des années 1950. Une forte volonté de renouveau s'exprime au sein de la jeune génération, qui prend conscience d'elle-même dans l'opposition à la guerre d'Algérie et vit l'instauration d'une

1. Hervé Hamon et Patrick Rotman, *La deuxième gauche*, Paris, Le Seuil, 1984 (2^e éd.).

V^e République autoritaire. Elle ne se reconnaît ni dans une SFIO alors discréditée, ni dans un Parti communiste demeuré stalinien. Dissidents de la SFIO, déçus du communisme, jeunes syndicalistes étudiants et paysans – passés souvent par les organisations de jeunesse chrétienne –, animateurs d'associations, hauts fonctionnaires et intellectuels, membres de clubs en pleine effervescence durant ces années, tous ont cherché à renouveler la gauche dans sa pensée, ses pratiques, ses structures. Michel Rocard, militant déjà aguerris au début des années 1960, entré à la SFIO en 1949, en pleine Guerre froide, bientôt animateur du Parti socialiste unifié (PSU), se situe au croisement de beaucoup de débats, d'expériences et de différents réseaux.

Il est intéressant de marquer un temps d'arrêt sur un moment important de l'histoire des idées de la gauche française. Car il dit beaucoup pour notre propos. En avril 1966 en effet, un colloque, à Grenoble, regroupe la gauche, dite alors « moderne », autour de Pierre Mendès France. Il s'agissait de mettre en avant l'importance – la priorité même – du programme dans toute perspective de « transition socialiste », au moment même où se constituait la Fédération de la gauche démocrate et socialiste, présidée par François Mitterrand. Michel Rocard y retient l'attention. Le rapport qu'il présente sur ce que devrait être une « politique monétaire de gauche » s'inscrit directement dans la filiation mendésienne, qu'il revendiquera continûment.

Celle-ci emporte tout un rapport à l'économie – décisif pour comprendre le réformisme rocardien. C'est essentiellement, avant toute préconisation technique, la conviction qu'on ne peut pas séparer les objectifs d'une politique économique et sociale de la pertinence des moyens pour les atteindre. Ne mettre en avant qu'une volonté sociale n'a pas de sens si les politiques mises en œuvre pour ce faire doivent échouer. L'économie, si elle n'est pas une science exacte, a une consistance propre que la politique doit prendre en compte. C'est ce qui fait chez Pierre Mendès France, comme chez Michel Rocard, considérer que le réel est le critère de la vérité. C'est le sens de la formule utilisée, si souvent, par Michel Rocard, le « parler vrai ». C'est, aussi, le côté « technocratique » qui lui sera reproché à gauche et dans son

propre parti, le PSU puis le PS, et que lui-même cultivera, parfois, en se définissant comme un « briseur de rêves »...

Mais, ce n'est qu'un côté des choses. Il est connu que, dans les rencontres qui ont suivi le colloque de Grenoble, Michel Rocard lance un thème qui connaîtra un écho immédiat, celui de la décentralisation – idée encore neuve à gauche – avec la formule « décoloniser la province ». Il inscrit cette revendication, lui l'Inspecteur général des finances, le haut fonctionnaire pionnier de la comptabilité publique, dans un projet d'ensemble, et la conviction qu'il n'y aura pas de transformation sociale durable sans une démocratisation profonde de la société et de l'État à tous les niveaux, sans une confiance dans la société. Sa critique du communisme, du jacobinisme, de l'étatisme est une constante de son réformisme. Cela reflète, bien sûr, tout un climat intellectuel, dans les années 1960 qui ont nourri le projet rocardien, avec les travaux de Serge Mallet sur la « nouvelle classe ouvrière », d'Alain Touraine sur les nouveaux mouvements sociaux, de Michel Crozier sur la bureaucratie, de Daniel Mothé sur l'entreprise, de Jean Baudrillard sur la société de consommation, etc. La diffusion du pouvoir y est vue comme la priorité, l'exercice du contrôle dans l'entreprise par les travailleurs et dans les communes par les citoyens. Il y a là toute une culture portée par les chrétiens de gauche – et qui s'épanouit dans la CFDT au même moment, mais qui retrouve aussi toute une réflexion ancienne, du mouvement ouvrier sur la démocratie sociale, et qui a trouvé à s'exprimer, notamment, dans la social-démocratie d'Europe du Nord, avec laquelle Michel Rocard était familier depuis les années 1950. La perspective d'une société du partage, débarrassée des addictions du matérialisme, capitaliste ou communiste, est la part de « rêve » du rocardisme. On comprend qu'il ait été prêt à accueillir l'idée d'autogestion, même si elle revêtait nombre d'interprétations différentes. On comprend aussi que Michel Rocard ait joint étroitement, dans sa démarche, à la question du « comment produire ? » celle du « comment vivre ? ».

C'est cette dualité – rigueur économique et volonté démocratique – que l'on retrouve dans les choix qui ont été faits et dans les incarnations

successives du « réformisme radical » de Michel Rocard et qui permettent de les comprendre. Il faut y ajouter, pour que la grille d'analyse soit complète, un attachement à l'internationalisme qui s'est manifesté tôt, en réaction aux nationalismes exacerbés de la Seconde Guerre mondiale évidemment, mais tout autant aux conflits créés par la décolonisation et, particulièrement, par la guerre d'Algérie. Mais c'est le couple rigueur économique et volonté démocratique qui est le plus explicatif dans la durée. Ainsi, l'équilibre est rompu dans le PSU de l'après 1968, où le déni du réel conduit Michel Rocard et ses amis à rejoindre le Parti socialiste d'Épinay, grâce à Pierre Mauroy, attaché à favoriser la plus grande unité socialiste possible. Les différences de culture s'y transforment, cependant, en opposition entre la « première » et la « deuxième » gauche. La rivalité pour la candidature à l'élection présidentielle n'y est évidemment pas pour rien. Mais, sur le fond, les deux critiques des rocardiens tournent bien autour de la nature de l'État et de son rôle, que la majorité du Parti socialiste, et encore plus le courant de Jean-Pierre Chevènement, installent au cœur du projet. Le discours de Michel Rocard, au Congrès de Nantes, en 1977, dit des « deux cultures », plus encore qu'au Congrès de Metz, est le plus illustratif. Les risques que les rocardiens dénoncent tiennent en deux grandes idées. L'État a de multiples fonctions, mais il n'est pas fait pour produire, la liberté d'entreprendre est essentielle pour une économie efficace et une société démocratique ; la loi ne peut pas être la seule voie de la transformation sociale, des citoyens et des acteurs collectifs impliqués enracinent les réformes dans la durée, la contractualisation en est le moyen. Cette conception, Michel Rocard la qualifie, une décennie plus tard, pour donner une identité au socialisme après les changements intervenus dans la politique socialiste depuis 1981 et les bouleversements survenus en Europe après 1989, en défendant le projet « d'une société solidaire en économie de marché » – ce que dira, Lionel Jospin, en 1999, en d'autres termes : « oui à l'économie de marché, non à la société de marché ».

Dans les conditions politiques malaisées de ces années 1980, Michel Rocard n'a pas pu donner une pleine cohérence à son action, comme ministre puis comme Premier ministre. Mais il y a bien eu une manière rocardienne

d'exercer le pouvoir, faite de respect de l'État de droit, de vertu donnée à la négociation – la Nouvelle-Calédonie a été évidemment emblématique de ce point de vue –, de revalorisation du contrat. Le revenu minimum d'insertion (RMI) et la contribution sociale généralisée (CSG) ont été deux réformes – qui n'ont pas été remises en cause depuis, loin de là – qu'illustrent les deux versants modernes d'une redistribution social-démocrate. Le projet contractualiste, qui entend bâtir une société de négociation, où les intérêts organisés, syndicats de salariés et syndicats patronaux, sont plus que consultés mais associés régulièrement, est resté en pointillé, compte tenu des divisions internes et de la faible détermination du monde politique. Mais elle demeure une nécessité, comme le rappelle François Hollande dans son discours : « nul besoin de faire le conflit ou de mener la rupture pour réformer, au contraire, c'est la réforme qui permet l'apaisement et c'est l'apaisement qui permet la réforme ». Idées d'avenir également, l'ambition de réformer l'État, la refonte de la fiscalité – dont la CSG est une pièce majeure –, la préoccupation environnementaliste, la conscience que l'enjeu majeur désormais est – pour reprendre une expression de Michel Rocard, Premier ministre, « la bataille pour l'organisation de la planète » : tout cela, et bien d'autres thèmes, suffisent pour donner un contenu à un « réformisme radical ».

Michel Rocard et le courant d'idées qu'il a suscité et porté s'inscrivent dans la chaîne des rénovateurs de la social-démocratie. Donner à la société des moyens pour se construire elle-même réconcilie la rigueur et le rêve. Forgé dans le contexte des années 1960-1970, le projet dépasse ses conditions de naissance et demeure valide. Mais les transformations profondes intervenues, dans une économie mondialisée, dans une société où les réalités sociales ne sont plus les mêmes pour la gauche qu'il y a vingt ans, les évolutions idéologiques en France et en Europe, qui mettent le socialisme sur la défensive, les nouvelles données géopolitiques, l'enjeu écologique reposent, inévitablement, les problèmes de ce que doit être l'action publique à tous les niveaux. Il n'est donc pas étonnant que Michel Rocard, tout en gardant les mêmes convictions – la dernière page de son discours de remerciement en témoigne amplement – a fait de l'échelon mondial le centre de ses réflexions et de son

action pour apporter sa contribution aux espoirs de régulation. Car, comme l'écrivait déjà, en 1900, l'un des pères de ce qu'à été finalement la social-démocratie moderne, Édouard Bernstein, « le socialisme doit être un libéralisme organisé ».

Rêveur réaliste, réformiste radical

**REMISE DE LA GRAND-CROIX
DE LA LÉGION D'HONNEUR
À MICHEL ROCARD**

Élysée – vendredi 9 octobre 2015

DISCOURS DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

Mesdames, messieurs les nombreux amis de Michel Rocard,

Aujourd'hui, c'est le président de la République qui remet la plus haute distinction dans l'ordre de la Légion d'honneur à un ancien Premier ministre mais c'est aussi l'ami qui distingue l'homme, Michel Rocard.

Ici à l'Élysée, devant votre famille, Sylvie, vos quatre enfants, vos proches, vos camarades, vos anciens collaborateurs et tous ceux qui ont eu la chance de vous approcher au cours de votre longue vie publique, ceux qui vous ont toujours soutenu mais aussi, j'en connais, qui vous ont combattu dans telle ou telle circonstance, mais toujours avec le respect dû à vos idées et à votre personne.

C'est aujourd'hui une cérémonie exceptionnelle parce que, Michel Rocard, vous êtes une personnalité exceptionnelle qui a profondément marqué la vie politique française. Vous avez suscité l'adhésion, porté l'espoir de plusieurs générations ici présentes, vous avez dirigé la France, vous l'avez réformée et vous êtes à l'origine de tant de propositions jugées iconoclastes qui sont devenues à force de persévérance des lois de la République. Et puis il y a cette passion qui ne vous quitte jamais, cet enthousiasme pour le débat, pour le neuf, pour le futur, cette envie d'être en avance quitte parfois à ne pas avoir été là au moment où vous étiez le plus attendu.

Rares sont les hommes et les femmes politiques qui ont pu faire de leur nom un emblème, un ralliement, j'ose dire un totem, une sensibilité, une appartenance. C'est votre cas. Il y a ici sans doute des rocardiens et quand on

a été rocardien un moment dans sa vie, on a dû le rester toujours – j’entends déjà des approbations.

Michel Rocard, vous avez honoré la politique et c’est la République qui vous honore aujourd’hui. Toute votre vie, vous vous êtes fait une certaine idée de la politique. Cette idée, on l’a d’abord appelée le parler vrai lorsque vous avez voulu moderniser la gauche ; puis la méthode Rocard lorsque, Premier ministre, c’était le pays que la gauche modernisait. Et enfin le citoyen du monde que vous êtes devenu, de la planète toute entière puisque vous entendez maintenant d’une certaine façon diriger le monde.

Michel Rocard, vous avez toujours été un homme de combat : du refus de la guerre d’Algérie, hier, jusqu’au sauvetage des pôles aujourd’hui. Vous n’avez cessé de vous engager très tôt. À 18 ans, vous êtes secrétaire national des étudiants socialistes – ils ne devaient pas être nombreux mais enfin, vous en étiez – et puis aujourd’hui, bien au-delà de la limite d’âge, vous êtes toujours ambassadeur de France.

Cet engagement est une fidélité, une fidélité à la France que vous avez servie comme Premier ministre, comme ministre mais aussi comme député, sénateur, parlementaire européen et comme élu local à Conflans-Sainte-Honorine dont vous fûtes le maire pendant dix-sept ans. Fidélité aussi à la gauche, au socialisme. Vous devez avoir si j’ai bien compté à peu près soixante-dix ans de carte. Mais un socialiste libre, un socialiste soucieux de la continuité. Combien de fois, lorsque j’occupais une autre fonction à la tête du Parti socialiste, vous avez fait auprès de moi le siège pour qu’on donne à chaque congrès un numéro, pour bien traduire l’histoire ? Je ne sais ce qu’il est devenu de cette revendication mais chaque congrès est, d’une certaine façon, un numéro.

Fidélité à la France, fidélité à la gauche, fidélité à l’État. Vous avez voulu être très jeune fonctionnaire et d’une certaine façon, vous êtes toujours resté et jeune et fonctionnaire et vous avez fait bien plus que de servir l’État,

vous l’avez changé, vous l’avez rendu moins centralisé, plus juste, plus prospectif, moins vertical.

Ce sens de l’État est un héritage familial. Votre grand-père, Louis Eugène Rocard, était polytechnicien, fils de polytechnicien ; aviateur, il disparut dans un combat aérien en septembre 1918 juste avant l’Armistice. Et lorsque vous êtes entré au lycée Louis-Legrand, vous avez eu la fierté de lire son nom sur le monument élevé à la gloire des anciens élèves morts pour la France. Votre père, Yves Rocard, était un très grand savant, spécialiste de la physique des ondes et des particules, un des inventeurs du radar, l’un des pères de la bombe atomique, pas facile d’être le fils d’un père de la bombe atomique. Il s’était engagé très tôt dans la Résistance et il était d’une certaine façon un héros. Votre mère était la fille d’un hussard noir de la République, elle aussi devenue institutrice et qui dirigea un foyer d’étudiantes. Elle s’était convertie au protestantisme à l’âge de 20 ans et elle vous a élevé dans cette foi, dans cette éducation et vous en avez gardé l’éthique de responsabilité.

Vous avez aussi découvert le goût du collectif chez les scouts. Vous étiez connu, je n’y reviens pas, sous un nom qui est passé à l’histoire, « Hamster érudit », et vous avez rencontré la camaraderie et la joie de faire ensemble. Mais vous avez eu aussi conscience que la première des libertés se gagne parfois contre sa famille. Et vous avez donc abandonné, au grand désespoir de votre père, les sciences exactes pour faire Sciences-Po ; ce qui était d’ailleurs une mauvaise interprétation, comme si les sciences politiques n’étaient pas des sciences exactes ! C’est là donc que vous adhérez à la SFIO ; vous y rencontrez Pierre Mauroy auquel vous liera une amitié de plus de soixante ans et j’ai une pensée aujourd’hui pour lui. C’est encore là que vous avez, dit-on, essayé d’attirer Jacques Chirac au socialisme qu’il trouvait à l’époque trop modéré.

Vous nouez, comme responsable étudiant, des contacts avec vos homologues allemands, néerlandais, suédois et vous découvrez ainsi une autre manière de penser le socialisme, une autre façon d’agir, par la négociation, par le contrat, par le compromis. Plus tard, bien plus tard, on vous accusera d’être

le représentant en France d'une gauche américaine alors qu'en vérité, vous puisez aux sources de la social-démocratie européenne. Et à mesure que la IV^e République s'enfoncé dans la répression en Algérie, vous vous éloignez des partis au pouvoir et notamment du vôtre. Vous suivez Alain Savary lorsqu'il fonde le Parti socialiste autonome qui deviendra plus tard le PSU.

Durant votre séjour en Algérie, après l'ENA, en 1959, vous avez révélé dans un rapport les conditions scandaleuses dans lesquelles le gouvernement d'Alger avait rassemblé dans des camps des centaines de milliers de paysans algériens. Vous transmettez votre rapport au cabinet d'Edmond Michelet qui, ministre de la Justice, le fera publier dans la presse. Le scandale fut énorme, on parla de vous révoquer. Mais vous aviez réussi : les camps furent fermés et des années plus tard, bien plus tard, le documentariste Ben Salama, affirmera : « Michel Rocard a sauvé des milliers de vies ».

À l'Inspection des finances, vous vous découvrez une passion pour l'économie. Elle ne vous lâchera plus. Vous considérez que face aux marchés, l'État devait imaginer de nouveaux instruments d'action et notamment le plan ; introduire de nouveaux mécanismes financiers. Vous imaginiez aussi que les travailleurs devaient adopter de nouvelles formes d'organisation – je ne sais si c'est à vous que l'on doit le mot « autogestion » mais à l'époque, il faisait florès. En 1966, lors d'une rencontre célèbre de la gauche à Grenoble, vous imaginez la décentralisation, avec ce mot fort qui resta dans les esprits : « décoloniser la province ». À l'époque haut fonctionnaire, vous étiez à la Commission des comptes de la Nation – c'était l'organisme qui prévoyait le taux de croissance – cet organisme a depuis été supprimé mais vous étiez l'un des meilleurs spécialistes de la prévision économique. Et pour étayer vos thèses dans les journaux et pour défendre vos positions, la nuit j'imagine, vous vous faisiez appeler Georges Servet, nom d'un hérétique du protestantisme, pour ne pas trahir vos obligations de réserve.

Deux ans plus tard néanmoins, c'est sous votre nom, Michel Rocard, que vous vous présentez pour la première fois au suffrage universel, aux

législatives de 1967 sous l'étiquette du PSU et vous y êtes honorablement défait. Puis surgit mai 68. Vous êtes à l'époque dirigeant du PSU et vous êtes aux côtés de Pierre Mendès France notamment à Charléty et c'est là qu'un an plus tard, vous vous présentez à l'élection présidentielle de 1969. Ce sera la première et dernière fois que vous vous êtes présenté à un scrutin présidentiel. Je dis la dernière, je dois être prudent...

Vous accédez alors à une notoriété bien plus considérable que votre résultat tant votre campagne marqua les esprits dont le mien, et à peine quelques mois après cette belle conquête de notoriété, vous êtes élu à l'occasion d'une législative partielle dans une circonscription des Yvelines, en battant le Premier ministre sortant, Maurice Couve de Murville. Vous devenez alors le visage du renouveau de la gauche. Néanmoins, vous manquez le rendez-vous d'Épinay en 1971 ; alors c'est en 1974, aux Assises du socialisme, que vous retrouvez votre maison.

Quinze ans après l'avoir quitté, c'est un autre parti. Il est en conquête. Il a été rejoint par des chrétiens progressistes, des syndicalistes notamment de la CFDT et des couches nouvelles comme les appelait Serge Mallet à l'époque, vous en étiez le symbole. En 1977, vous devenez maire de Conflans-Sainte-Honorine et, en 1978, de nouveau député. En 1979, vous défiez François Mitterrand au nom de la deuxième gauche, dans un congrès resté célèbre. Mais vous faites le choix de l'unité et vous laissez François Mitterrand se présenter à l'élection de 1981 sans lui disputer l'investiture – c'était l'engagement que vous aviez pris devant les militants de votre parti à Metz – toujours ce respect de la morale en politique, tenir ses engagements même quand ils coûtent.

C'est cette même loyauté qui vous conduit dès mai 1981 à servir le président de la République élu, François Mitterrand. Vous y êtes nommé ministre d'État, ministre du Plan. Vous inventez de nouveaux outils pour l'action publique – nous les avons gardés encore aujourd'hui – les contrats de plan État-région qui donnent aux collectivités locales, dans une République qui va devenir décentralisée, les moyens de construire une stratégie de développement

et c'est là que sont nés aussi les schémas de transport, d'urbanisation, d'université, de formation.

En 1983, vous devenez ministre de l'Agriculture ; vous la vivez comme une promotion, cette nomination, et pourtant ce n'est pas une faveur. Vous vous enthousiasmez pour sa maison ; on y traite d'économie, d'éducation, de travail, d'Europe ; vous comprenez plus tôt que d'autres que l'agriculture est une richesse considérable pour la France et qu'elle doit être réformée pour être bien défendue. Avec courage, vous plaidez à Bruxelles pour la création des quotas laitiers – à l'époque, les protestations et les contestations ne mettent pas pour autant barrage à vos intentions ; on vous accuse de malthusianisme alors que c'est le conservatisme qui parle et c'est ce conservatisme s'il avait été entendu qui aurait provoqué l'effondrement des prix que nous connaissons précisément aujourd'hui. Vous faites alors prévaloir le dialogue sur l'affrontement, c'est déjà votre méthode, c'est aussi celle que nous conduisons. C'est ainsi que la France se déchire à cette période-là dans la querelle scolaire ; vous dans l'enseignement agricole, vous parvenez à réformer et à unir le privé et le public. À l'épreuve des faits, vous avez la conviction que les problèmes les plus complexes peuvent se résoudre par la négociation dès lors que l'on fait confiance aux acteurs.

En 1985, vous quittez le gouvernement, en désaccord avec l'introduction de la proportionnelle dans le scrutin législatif (toujours votre conception de la morale de l'action). Ce départ aurait pu être une rupture mais vous aviez trop le sens de l'unité et de la responsabilité pour vous laisser aller à une dérive personnelle qui vous aurait isolé et qui aurait fait sombrer votre famille politique. Vous faites alors une nouvelle fois le choix de la fidélité. François Mitterrand le comprend en 1988 : il vous nomme Premier ministre.

Votre première priorité est de rétablir la paix civile en Nouvelle-Calédonie. S'il est un dossier qui paraissait impossible à régler tant les affrontements avaient pris un tour sanglant et tant les positions paraissaient figées, c'était bien la question calédonienne. Et là, vous avez illustré ce sens

du compromis et cette volonté de la réconciliation, vous avez plaidé que le retour à l'ordre public passait par la reconnaissance et par l'espoir plutôt que par la brutalité et le conflit. Vous aviez composé une mission œcuménique parce que vous aviez perçu, plus tôt que d'autres, le poids des cultures, de la diversité politique, religieuse en Nouvelle-Calédonie. Cette mission passa quatre semaines à écouter toutes les douleurs – elles étaient nombreuses – toutes les revendications – elles étaient innombrables. Puis vous vous êtes enfermé à Matignon avec les responsables des principales communautés de l'archipel et vous avez conclu un accord durable. Vous avez voulu qu'il puisse être ratifié par le peuple français par référendum. Ce fut fait. Il est toujours le cadre qui régit la vie institutionnelle de la Nouvelle-Calédonie après que Lionel Jospin ait pu faire franchir la deuxième étape indispensable et que nous avons le devoir d'honorer.

Tout au long de vos années passées à Matignon, vous avez cherché à apaiser la société mais aussi à réformer la France car il n'y a pas d'incompatibilité. Nul besoin de faire le conflit ou de prôner la rupture pour réformer, au contraire, c'est la réforme qui permet l'apaisement et c'est l'apaisement qui justifie la réforme.

Votre déclaration de politique générale dit tout de votre méthode et de vos intentions. Nous sommes le 29 juin 1988. Vous aviez appelé à une démocratie de tous les jours, où l'action et la parole, l'urbanisme et l'urbanité, la solidarité et la compétitivité, la force de la France et l'ambition de l'Europe, seraient réconciliés – je crois entendre le Premier ministre d'aujourd'hui. Vous y rêviez d'un pays où l'on se parle de nouveau, de villes où les tensions seraient moindres, d'une politique où on serait attentif à ce qui est dit plutôt qu'à qui le dit. Cette aspiration n'a rien perdu de son actualité, j'allais dire hélas. C'est à votre gouvernement que l'on doit le revenu minimum d'insertion qui a rompu avec la logique d'assistance ; ce fut une loi votée en 1988 et appliquée dès le 1^{er} janvier 1989. C'est aussi votre gouvernement qui a profondément renouvelé le service public et qui a redonné espoir à une catégorie bien oubliée de l'administration, ce qu'on appelait « la catégorie D » et que vous avez purement et simplement

supprimée. Vous avez également permis l'esprit d'initiative, le service des usagers et déjà intégré les nouvelles technologies. Autant d'objectifs qui continuent de nous inspirer aujourd'hui dans la démarche de modernisation et de simplification.

Je n'oublie pas aussi ce que vous avez pu faire pour une réforme qui paraît maintenant de l'ordre de la préhistoire et pourtant c'était il y a vingt ans : vous êtes parvenu à faire la réforme des postes et télécommunications avec Paul Quilès. Vous êtes parvenu sans heurts à transformer cette administration en deux entreprises performantes et dynamiques mais ce que l'on retiendra surtout de votre gouvernement, c'est aussi qu'il a modernisé le financement de la protection sociale. On vous doit un impôt – ça ne rend pas populaire de créer un impôt et vous, ça n'a rien fait à votre cote de confiance, allez comprendre ! Vous avez créé la contribution sociale généralisée, c'est-à-dire la réforme fiscale la plus importante à l'époque depuis l'introduction de la TVA en 1954 et vous avez ainsi doté l'Assurance Maladie de l'instrument de financement robuste et universel qui lui manquait. La CSG est aujourd'hui une ressource dynamique dont le rendement est d'ailleurs supérieur à l'impôt sur le revenu et demeure une référence pour les réformes concernant le prélèvement à la source. Nous sommes encore dans l'actualité.

C'est toujours votre gouvernement qui en avril 1991 établit un Livre blanc qui lance la réforme des retraites et fixe des objectifs qui sont toujours actuels : l'équité entre les générations ; la maîtrise financière des régimes de répartition ; et la reconnaissance des difficultés des métiers. Autant de principes qui seront repris plus tard par le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, dans la loi de 2013 sur la réforme des retraites. Mais on ne saura jamais si vous auriez mis en œuvre cette réforme puisque quelques jours après, vous quittez l'hôtel Matignon avec une popularité que beaucoup pourraient vous envier aujourd'hui.

En 1993, c'est une lourde défaite que connaît votre famille politique ; c'est dans ce contexte que vous prenez la direction de votre parti, marqué aussi par la tragédie du suicide de Pierre Bérégovoy. Vous remettez le Parti socialiste au travail, puis vous vous présentez aux élections au Parlement européen.

Campagne tumultueuse, vous êtes élu et vous allez rester dix ans dans ce Parlement après un court passage au Sénat. À Strasbourg, vous avez successivement présidé la commission de la coopération et du développement – c'est là que vous avez déjà conçu un certain nombre de vos projets –, puis celle de l'emploi des affaires sociales et enfin celle de la culture. Vous y avez défendu une vision exigeante de l'Europe, vous appelez les pays à marcher sur leurs deux jambes, économique et politique, pour fonder l'Europe ou refonder l'Europe. Vous dénoncez déjà à l'époque les poussées nationalistes et vous appelez à un grand plan d'investissement ; il a fallu attendre longtemps pour que ce plan puisse enfin être mis en place, ce qu'on appelle aujourd'hui le plan Juncker et finalement qu'on devrait appeler le plan Rocard.

Libéré de vos obligations européennes, vous devenez un acteur mondial, un pionnier de la diplomatie environnementale. Comme Premier ministre, vous aviez pris l'initiative de ce qu'on a appelé l'appel de La Haye : 43 pays venant des cinq continents avaient en effet voulu introduire un mécanisme contraignant pour lutter contre le réchauffement climatique, déjà s'esquissait la contribution carbone. Et c'est ainsi que vous êtes à l'origine de ce qui deviendra la COP et si l'on réunit la COP21 à Paris, c'est aussi à Michel Rocard que l'on doit ce rendez-vous. C'est ainsi que vous vous êtes passionné pour les terres les plus inhospitalières de notre planète, les pôles. Vous avez contribué au traité de Madrid qui a consacré le sixième continent, les pôles, comme réserve naturelle consacrée à la paix et à la science interdite de toute exploitation économique. Voilà ce qui a justifié à partir de 2008 votre nomination comme ambassadeur de France de la négociation internationale pour les pôles Arctique et Antarctique et c'est ainsi que vous êtes entré dans cette difficile discussion sur le statut du Grand Nord où les effets du réchauffement climatique bouleversent les équilibres économiques, écologiques et stratégiques.

Vous vous êtes toujours rendu disponible. Dès qu'une mission est imaginée par un chef de gouvernement ou un chef d'État, le premier nom qui surgit dans les propositions que peuvent faire des collaborateurs toujours en mal d'imagination, c'est le vôtre ; c'est ainsi que Nicolas Sarkozy vous a proposé

de présider avec Alain Juppé la commission dite du grand emprunt. Vous avez fait de cet exercice au départ mal engagé un succès devenu le programme d'investissement d'avenir et son commissaire, Louis Schweitzer, est là pour en témoigner.

Voilà cette vie trop rapidement résumée ; voilà ce parcours avec ce qu'il a de plus glorieux, occuper des fonctions d'État, mais aussi de plus laborieux, faire des rapports, écrire des livres, militer, construire une organisation politique, vouloir changer, changer non seulement la vie en France mais changer l'Europe, changer le monde. Voilà ce qui vous a animé, Michel Rocard, tout au long de cette longue existence. De votre méthode, vous donniez cette définition « penser clair, parler vrai, agir juste », vous n'êtes jamais sorti de cette méthode, quoi qu'elle vous ait coûté. Vous avez toujours pensé plus vite que les autres au risque d'irriter. C'est très désobligeant d'être plus intelligent que les autres et je le dis pour tous ceux qui auraient cette vanité : il ne faut jamais montrer son intelligence, il faut l'avoir tout simplement.

Vous avez toujours dit ce que vous pensiez au risque de heurter ; c'est aussi un défaut qui pour moi est une qualité, vous avez toujours fait ce que vous pensiez juste au risque de déplaire et vous y êtes parvenu. Vous avez toujours regardé bien au-delà des frontières, vous ne vous êtes jamais arrêté simplement à la France et pourtant, vous aimez la France. Mais vous savez bien que la France n'est grande que si elle sait parler au monde, que si elle sait être militante du monde. Votre pensée ne s'est jamais réduite aux seules questions domestiques et votre intérêt pour l'économie était l'économie internationale parce que ce sont les mouvements du monde qui permettent d'expliquer ce que l'on peut faire ici en France ou ce que l'on ne peut pas faire. Votre socialisme ne s'est jamais réduit à un seul pays

Ce qui fait votre caractère, c'est justement cette capacité à vous élever, c'est ce qui a fait l'éclat de votre vie publique. Vous avez servi l'intérêt général, quitte parfois à sacrifier le vôtre, mais vous avez cette fierté que vous n'exprimez jamais ou trop peu. Vous avez profondément modernisé l'administration

française, vous avez changé le système social français et vous avez inscrit vos réformes dans la durée. Vous avez contribué à apaiser la vie publique, à donner une perspective à des territoires qui n'en avaient plus et vous avez donné à la France cette confiance en elle-même.

Toujours votre méthode du dialogue, du compromis, de l'apaisement qui, pour ce qui nous concerne, est un exemple et qui devrait inspirer nombre de gouvernants ou de ceux qui prétendent l'être ou le redevenir. Vous voulez conduire le changement sans rupture ni violence.

Je sais combien Pierre Mendès France a compté pour vous comme pour beaucoup de ceux qui sont ici ; vous avez gouverné bien plus longtemps que Pierre Mendès France que vous avez connu que vous aviez même accueilli au PSU mais vous avez sans doute accompli une bonne part de ce qu'il avait conçu et qu'il n'avait pas eu le temps de réaliser avec une méthode qui n'était pas si différente.

Et puis Michel Rocard, et je terminerai par là, vous avez toujours gardé une part de rêve, même dans l'exercice de vos responsabilités, si je pouvais résumer : vous êtes un rêveur réaliste, un réformiste radical, c'est le mouvement des idées, c'est le sort de la planète, c'est la destinée humaine qui vous anime. C'est pourquoi vous continuez toujours à surprendre, vous êtes là où on ne vous attend pas, vous publiez des textes qu'on n'avait jamais lus, vous avancez toujours, intrépide, infatigable malgré les épreuves physiques que vous pouvez parfois affronter et surmonter parce que vous êtes sur un chemin et que rien ne vous arrête. Ce chemin, c'est celui que vous avez vous-même tracé, il n'a pas forcément de point d'arrivée, il a un point de départ, votre engagement, votre conviction mais vous ne savez pas le point d'arrivée parce que vous continuez, et c'est ce qui fait votre force, à regarder vers les étoiles, comme tous ceux qui sont mus par un idéal qui les dépasse. Alors il était temps, plus que temps que sur ce chemin vous soit remise la plus haute distinction de la République.

REMERCIEMENTS DE MICHEL ROCARD

Monsieur le président de la République,

Vous venez de m'élever, à vos côtés, au sommet de notre premier ordre national. C'est pour moi un immense honneur, aussi considérable qu'émouvant. Je vous en remercie profondément.

Vous avez en outre, s'agissant de la Grand-Croix et de moi-même, accompagné cette décision d'un petit changement de procédure. On retrouve là votre main, comme on l'a vue si souvent ailleurs. En préservant l'essentiel vous cherchez à ce que nos institutions, nos procédures, nos grilles de reconnaissance et de promotion gagnent en vitalité démocratique, en simplicité et en proximité quitte à perdre un peu en majesté ou en solennité.

L'originalité de la Légion d'honneur est que le décoré répond au décorant. Mais on ne répondait pas au chef de l'État, solennité oblige.

Monsieur le président de la République, vous venez de souhaiter que cette fois-ci l'on y déroge, non pas certes pour que je vous « réponde » ou même seulement que je vous remercie mais pour que j'apporte, comme vous-même m'avez fait l'honneur de me l'écrire, « ma part de vérité » au commentaire que vous venez de faire, d'un parcours, le mien, qui se déroule pour l'essentiel là où se rencontrent le monde des idées et celui de l'action politique. Cette idée m'honore grandement. Mais aussi elle me comble : car aucune des nombreuses pistes sur lesquelles je me suis acheminé et que vous venez de rappeler n'est à son terme. Le combat continue comme l'on disait dans ma jeunesse. Merci donc de me donner l'occasion d'en rappeler les principales orientations.

Or j'ai du mal à discerner comment tout a commencé.

Il est clair d'abord qu'une image paternelle faite d'un extrême courage dans la résistance immédiate, d'une rectitude absolue et de la maîtrise totale du plus haut niveau de savoir dans l'une des sciences majeures qui ont fait l'humanité de l'âge industriel, la physique, a mis bien haut pour moi la barre à franchir pour rester digne de porter le nom. Mon inaptitude radicale aux sciences exactes a très tôt aggravé aussi bien la situation que les enjeux.

Et puis, je suis enfant de la guerre. C'est très tôt que s'est construite en moi l'horreur de la violence, de toute violence, en politique ou ailleurs, et plus spécifiquement s'il se peut, l'horreur combinée de mépris pour tout organisateur ou dispensateur de souffrance.

Ensuite l'éducation protestante à laquelle je dois aussi bien l'intransigeance éthique que le souvenir confus mais très prégnant d'une parabole où se rencontrent un chameau, un riche, et le trou d'une aiguille. Ce texte a largement, pour partie, contribué à faire de moi un socialiste.

Je dois enfin à cette entrée protestante dans la vie deux autres initiations majeures qui m'auront aussi beaucoup marqué. L'une concerne, grâce aux mouvements de jeunesse, la vie associative où je me suis tôt rué peut-être pour fuir l'ambiance délétère d'un couple désuni, surtout pour y découvrir l'inventivité et la richesse du groupe, en même temps que l'amitié. Et l'autre est la nature. C'est là que je suis né écolo, et le suis resté.

Enfin, comment ne pas le dire ? Car c'est aussi ma part de vérité et c'est tellement public que je ne peux pas courir le risque du mensonge par omission. Sans doute aggravée par ma mère, cette éducation pudibonde a gravement détérioré ma relation avec les femmes.

J'ai fort mal géré l'éclatement fatal de la contradiction entre ce conditionnement et une biologie véhémence. Tous ceux qui furent mes proches

en ont souffert. Pardon. Je peux aujourd'hui dire merci à la femme que j'aime, qui m'aime et qui m'a rendu l'équilibre. Merci Sylvie. Merci aussi à mes trois fils, qui ont su gérer cet héritage un peu lourd et sont aujourd'hui ici tous les trois avec femmes et enfants.

En tout cas, monsieur le président de la République, voici dans sa tenue de départ pour la vie, l'individu dont vous venez de saluer une des plus belles étapes du destin.

Je suis donc entré en politique en 1949, en novembre, soixante-six ans cette semaine – pour des raisons éthiques : le double refus de la guerre et de la violence.

À gauche, d'abord. Familialement cela n'avait rien d'évident. Mais notre grand peuple à la longue histoire ayant grâce à De Gaulle retrouvé identité, honneur et démocratie méritait autre chose à mes yeux que les refus répétitifs opposés par le même De Gaulle aux propositions successives de ses représentants.

Pas communiste pour autant. L'indifférence teintée de mépris pour la liberté me rendait cette adhésion impossible. Je n'ai jamais eu la moindre tentation de ce côté-là.

C'est donc un peu par défaut, et par rejet des organismes minuscules que je rejoins le Parti socialiste Section française de l'Internationale ouvrière. Clé de mon adhésion, cette dimension internationale l'est restée de toute mon action soixante-six ans durant.

Tout va donc commencer pour moi par le combat contre les guerres coloniales. Après l'Indochine, la France en évite de peu le retour au Maroc et en Tunisie. J'en deviens mendésiste.

Mais vient l'Algérie. Au-delà du refus il faut comprendre.

L'analyse en termes de colonialisme ne pouvait suffire. C'est le jacobinisme unificateur qui se trouvait en cause. Je n'écris pas de livre. Deux rapports suffisaient mais ils sont « explosifs » et ils « sont la bataille politique ».

Je me souviendrai bien sûr très fortement de tout cela à propos de la Nouvelle-Calédonie. Mais la guerre d'Algérie s'arrête.

Le plus simple est alors monsieur le président de la République, que je rappelle seulement les sujets que l'évolution des temps ou même seulement le hasard ont transformés pour moi en objets de combat politique.

Un hasard d'abord : l'Inspection générale des finances m'envoie vérifier, dans une trésorerie générale de province, la dépense publique d'État. Me voilà obligé de mesurer le coût de l'éloignement entre le lieu de la décision et celui de son exécution. Au taux d'intérêt de l'argent, je trouve ce coût effarant et découvre le centralisme d'État, c'est-à-dire le jacobinisme, comme empêcheur de développement. C'était encore un rapport, pas un livre, il s'appelait « Décoloniser la province ». Il fit un bruit énorme, provoqua d'infinis débats, et me fit avec beaucoup d'autres me saisir d'un autre raté de notre centralisme étatique national : le territoire. Car le jacobinisme a fait dans la façon de vivre ensemble des Français des dégâts profonds. Nous y sommes toujours. Vint Mai 68, où l'on n'écoutait que ce qui se disait et se chantait à Paris. Or, partout en France, hors Paris, on a exigé, scandé, chanté : région, régionalisme... Mais la presse qui se croit nationale n'est que parisienne. Nul n'en a rien su. Le seul qui ait entendu et compris est De Gaulle. Il propose la régionalisation dans un referendum qu'il se débrouille pour perdre. La droite qui n'en voulait pas est libérée de ce thème qui devient disponible pour en tirer quelque profit électoral. Et ce sont les socialistes, nous, toujours dirigés par des départementalistes, jacobins impénitents, qui la feront, cette réforme, et, naturellement, la feront mal. Le territoire a du mal à s'y reconnaître. Deux oublis, monsieur le président de la République, vous ont obligé à remettre l'ouvrage sur le chantier.

Paralyser le développement est un vrai pouvoir. Pour faire disparaître un pouvoir il fallait en créer un autre. L'émietter ne suffisait pas. Il fallait donc peu de régions mais puissantes, et de la même façon peu de métropoles pour qu'elles soient puissantes. Vous avez eu le courage d'aller jusque-là. Enfin, le territoire, c'est fait pour être habité : terre, cimetières, résidences, langue que l'on y parle. Le jacobinisme avait oublié tout cela, et nous aussi à l'époque, mais pas vous. Ratifier la Convention européenne sur les langues minoritaires est courageux certes, mais c'est plus que cela : une facilitation de la vie parmi d'autres ; le « savoir parler » une langue locale est une valorisation professionnelle qu'il faut pouvoir encourager. Vous n'y serez pas aidés par nos gardiens de l'ordre constitutionnel. Il y a 25 ans déjà, en rejetant l'expression « peuple corse », ils ont retardé de beaucoup le rendez-vous de la réconciliation là-bas. Il faut le rappeler pour les dissuader de persister à rendre le droit oppressif.

Après le territoire, un autre grand oublié de notre vie nationale : la parole échangée, le dialogue, qu'on l'appelle national, collectif, public ou social, l'instrument nécessaire de l'accord, de la convention ou du contrat.

Y a-t-il si longtemps que l'absence quasi-totale de dialogue social en France est enfin reconnue comme un drame et comme un handicap national ? Je ne sais, je pense que cette conscience n'est enfin venue, complète, qu'avec le XXI^e siècle. Auparavant l'Algérie comme les difficultés de la décentralisation, les conflits d'entreprises et mieux encore la prestigieuse Sécurité sociale créée par une ordonnance signée Charles De Gaulle m'apparurent vite comme relevant du même diagnostic. On gère, on ne se parle pas.

Creusons un peu, à peine : aucun des mots contrat, négociation, convention, accord n'apparaît dans aucune de nos constitutions. Aucun de ces mots ne figure non plus dans le programme du Conseil national de la Résistance, qui évoque la re-création des syndicats dans leurs fonctions traditionnelles sans dire lesquelles, comme si le mot de négociation était imprononçable, vulgaire ou infamant...

Redonner la parole est une des clés de ma ligne. J'ai voulu le faire pour les retraites, le « livre blanc, un nouveau contrat entre générations », l'assurance maladie où le souci de négociation imposait le cadrage par profession, même s'il y en avait 72...

En Nouvelle-Calédonie bien sûr aussi, où il m'a fallu inventer pour cela une étrange trêve de six semaines pour rechercher les conditions dans lesquelles, là-bas, on pourrait aussi commencer à se reparler – entre habitants, et avec le gouvernement.

Le « i » de insertion dans le RMI, la première loi de solidarité urbaine visant à améliorer la mixité sociale, ont aussi cet aspect « comment se parler mieux dans un pays aussi hiérarchisé » au même titre d'ailleurs que le projet d'établissement dans le système scolaire ou encore dans le même système la priorité donnée à l'équipe pédagogique sur le « syndicalisme quantitatif ».

Une autre grande réconciliation fut pour moi soixante ans durant préoccupation dominante, enjeu de combats de toutes natures concernant aussi bien des idées ou des principes que des institutions et même souvent des personnes. Il s'agissait de la gauche et de l'économie. L'histoire affichait une malédiction : la gauche gagnait les élections en République bien moins souvent que la droite, ce qui déjà est bizarre, et surtout ne réussissait jamais à rester au pouvoir le temps d'une législature.

Il ne s'agissait pas que des institutions. Le passage à la V^e République nous donna la durée sans pour autant nous réconcilier avec l'économie. J'ai cru un temps que l'Europe y parviendrait. Mais que nenni. Il me fallut un quart de siècle pour comprendre et accepter l'irréversible. À la différence de toute autre force de gauche partout en Europe, la gauche française est née de l'accouplement unique entre le marxisme et le jacobinisme. Elle prêche que tout est politique : l'économie aussi, parbleu. Il suffit de lui commander. Elle se veut révolutionnaire surtout. Pourquoi dès lors réparer et faire marcher un capitalisme qu'il s'agit plutôt de remplacer ?

De ce fait, la gauche française a même oublié de regarder comment évoluaient ses consœurs. Or du socialisme comme un processus d'évolution sociale elles ont fait un projet de société, pas en France où le socialisme est devenu illisible. Rappeler un héritage, celui de l'économie sociale, faisait sens mais ne suffisait pas.

Un projet de société pour l'homme, animal social doté d'esprit.

Animal : il faut manger, s'habiller, se chauffer, s'abriter. Après bien des millénaires de survie, l'homme intensifie sa vie collective : ainsi naît le socialisme qui à ces exigences ne sait ajouter que « pour tous ». Mais il n'invente pas le comment faire. Dans sa longue saga, l'humanité a cru inventer bien des systèmes de production de richesses, mais elle n'en a jamais inventé qu'un seul qui marche vraiment, et celui qui l'a dit le plus fortement est Karl Marx.

Le capitalisme, lui, sait et peut produire pour tous, mais il ne le veut pas : pourquoi produire pour ceux qui ne peuvent pas payer ? Mais en Scandinave il lui a fallu le faire car le pouvoir politique, socialiste, l'y a contraint. Pour préserver dans la richesse produite une large part à la protection sociale, aux biens publics, à l'intérêt général, le capitalisme doit y être obligé. Seuls des socialistes y sont parfois parvenus. Il n'y a pas de signature socialiste, là-dedans, l'efficacité est capitaliste mais elle n'est atteinte que s'il y a une volonté de politique socialiste. Certains baptiseront technocrates ou même traîtres les socialistes capables de faire cela qui est pourtant une des conditions d'entrée dans le projet socialiste.

Animal social ensuite. Il faut se parler, inventer des langues, les apprendre, échanger, transporter, créer aussi les savoirs de la vie en commun, santé, droit, communication... C'est plus net encore. La parole socialiste naît en exigeant « pour tous ». Aucun système, nulle part, moins encore que pour manger, ne l'a pu. Mais en Scandinavie là encore les forces socialistes prenant le contrôle du capitalisme ont su l'amener à produire la meilleure protection sociale, le meilleur niveau de santé et d'éducation que l'on connaisse dans le monde entier...

L'homme animal social doté de l'esprit... Pour s'acheminer vers la vie de l'esprit il faut maîtriser la vie matérielle. Dominer le capitalisme est un devoir pour le socialisme. À quel genre de vie pensaient les fondateurs de communautés de travail ? Que visait Marx quand il incriminait l'aliénation ? Quelle vie voulait donc mener Paul Lafargue, l'inoubliable auteur du « droit à la paresse », qui bien sûr y logeait au moins la musique et la littérature ?

L'expression « les forces de l'esprit » venait souvent à la bouche de François Mitterrand. Pour lui aussi sans doute, cela voulait déjà dire que la vie de l'esprit demande du temps et du soin. Les Grecs, fondateurs de la démocratie et de la civilisation, interdisaient à l'homme libre de travailler pour qu'il puisse vivre de l'esprit.

Dans l'ordre de l'affectif d'abord : tant l'amour que l'amitié sont d'insatiables demandeurs de temps. C'est la grande affaire de la famille.

Dans l'ordre physique ensuite : le respect et l'entretien de la beauté du corps, son exaltation par le sport étaient pour les anciens Grecs une occupation de l'esprit !

Dans l'ordre associatif aussi, à l'évidence. Homme ou femme, tout humain vit d'entreprendre dans la relation avec l'autre. Clé de la chasse puis de la production, l'association l'est au moins autant de la création artistique.

Dans l'ordre culturel enfin. Voilà bien longtemps que l'humanité semble avoir compris que les pics de son histoire sont les sommets de l'art. Il est de l'ordre de la vie, dès qu'elle est matériellement assurée, de se suffire de ces satisfactions-là.

Or, monsieur le président de la République, et j'en termine avec cette remarque ultime, qu'elles soient collectives ou solitaires, aucune des satisfactions ainsi tirées de la vie de l'esprit ne consomme de ressources ni d'énergie, ni même ne produit de gaz à effet de serre.

Ce projet de société a de quoi rallier tous ceux qui ont quelques temps accordé du sens et de l'intérêt à ce mot de socialisme. Mais surtout c'est un itinéraire de sortie de crise. En trente ans peut-être, mais il n'en est pas d'autre convaincant.

Voilà en quoi ma part de vérité m'a aidé à redevenir optimiste. On ne peut le rester qu'en pensant « long ».

SOMMAIRE

Réformisme radical	5
Alain Bergounioux	
Discours du président de la République	13
Remerciements de Michel Rocard	27

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES FINCHELSTEIN
ET LAURENT COHEN

© ÉDITIONS FONDATION JEAN-JAURÈS
12, CITÉ MALESHERBES - 75009 PARIS
www.jean-jaures.org

Réalisation : REFLETS GRAPHICS
Achevé d'imprimer en France par l'imprimerie PANOPLY
NOVEMBRE 2015

FRANÇOIS HOLLANDE

MICHEL ROCARD

Préface d'Alain Bergounioux

RÊVEUR RÉALISTE RÉFORMISTE RADICAL

« Penser clair, parler vrai, agir juste » : serait-ce la « méthode Rocard » ?

Le respect de l'État de droit, la vertu donnée à la négociation, au dialogue, la conduite d'un changement sans rupture sont les traits saillants de l'exercice du pouvoir selon Michel Rocard, tout au long d'un parcours où se rencontrent le monde des idées et celui de l'action publique.

Au moment où lui est remise la Grand-Croix de la Légion d'honneur, la Fondation Jean-Jaurès publie les discours prononcés à cette occasion et salue ainsi le rôle majeur de ce « rêveur réaliste » pour la gauche et pour la France.

www.jean-jaures.org